



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 21 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 24/06/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**WALOR EXTRUSION**

94 rue Saint Melaine  
BP 0409  
53000 Laval

**Références :** 2025-397\_INSP\_WALOR EXTRUSION – LAVAL\_RAP

**Code AIOT :** 0006300961

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement WALOR EXTRUSION implanté 94 rue Saint Melaine BP 0409 53000 Laval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WALOR EXTRUSION
- 94 rue Saint Melaine BP 0409 53000 Laval
- Code AIOT : 0006300961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Walor fabrique des pièces métalliques par extrusion pour l'industrie.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- AR - 4
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 59.4.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.I en application de l'article 33 de l'arrêté du 30 juin 2006	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	GEREP- déclaration des rejets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Surveillance effet sur environnement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 59.4.6.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Surveillance ESO	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 59.4.6.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
13	AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
14	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
15	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Stockage déchets	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 65.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
17	Installation de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 55.2	Sans objet
8	GEREP- déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
11	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de justifier :

- Du débroussaillage des aires de points de prélèvements localisés à l'Est du site ;
- Une vérification complète de la chaîne de mesure des eaux de rejets industriels après traitement ;
- De l'absence de polluant spécifique lié au secteur d'activité via la réalisation d'analyses sur les rejets d'eaux industrielles après traitement ;
- De la mise en place d'actions correctives dès lors qu'un dépassement de VLE est constaté ;
- De la transmission mensuelle de l'ensemble des données de l'auto-surveillance via l'outil GIDAF (absence de la transmission des données de l'autosurveillance sur le mois de janvier 2024) ;
- L'écart entre le volume de rejet déclaré sur GEREP, égal à **16 784 m<sup>3</sup>** et celui indiqué dans son tableau de suivi des rejets issus de la station de traitement, égal à **13 653 m<sup>3</sup>** ;
- De la réalisation de la campagne de prélèvements et d'analyses sur les sédiments conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ;
- De la réalisation des rapports de suivi des eaux souterraines conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ;
- De la réalisation d'un plan d'implantation des piézomètres suite au déplacement du piézomètre situé en amont hydraulique du site ;
- De la réalisation d'un compte-rendu des travaux relatifs à la réalisation du nouveau piézomètre, ainsi que le rapport de fin de travaux pour les forages abandonnés, conformément à la norme NF X 31-614 ;
- De la réalisation d'un contrôle complet de ses installations électriques avec coupure générale lors du prochain contrôle électrique, ainsi que de transmettre l'ensemble des documents nécessaires. Il est également demandé à l'exploitant de transmettre, si existant, le rapport de vérification des installations électriques avec Q18 daté du 18/12/2023 comme mentionné dans le compte rendu Q18 du 23/12/2024.
- Du remplacement de la benne présentant des égouttures noirâtres au droit de la zone de stockage des déchets ;
- De l'étanchéité des bennes localisées au droit de la zone de stockage des déchets ;
- Du nettoyage de la rétention béton recouvrant la zone de stockage des déchets ;
- De la mise en place de l'alarme sur la cuve d'acide en fournissant le bon de commande ainsi que la facture.
- De la mise en place de la détection et de l'asservissement de l'arrêt du chauffage sur la ligne 06.
- De la commande de l'étude technique concernant la ligne 73 en fournissant le bon.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant :

- D'engager des actions correctives concernant les dépassements des VLE constatés au droit des rejets d'eaux industrielles en sortie de traitement ;
- De la réalisation de l'ensemble des actions correctives signalées dans le compte-rendu Q18 du 23/12/2024 de la société APAVE ;
- De la réalisation des actions correctives mentionnées dans le compte-rendu Q19 n° 2171667.01 du 09/12/2024, conformément au degré de préconisation indiqué ;
- De transmettre un Q18 conforme prenant en compte les non-conformités et anomalies identifiées en 2024, en privilégiant une vérification complète avec coupure totale pour l'année 2025 ;
- De transmettre un compte-rendu Q19 conforme, mentionnant l'ensemble du matériel et/ou des appareillages de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 55.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux d'eau du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le réseau interne de distribution d'eau précisant les origines de l'eau distribuée (réseau public, forage...) ;</li><li>• Les principaux postes utilisateurs d'eau ainsi que les éventuels produits chimiques ou toxiques qui leur sont associés ;</li><li>• Les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage et de mesure, vannes manuelles et automatiques)</li></ul> Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis par mail du 17/06/2025 le plan des réseaux mis à jour le 01/07/2019. Ce plan indique la présence de 4 points de rejets : <ul style="list-style-type: none"><li>- 3 points de rejets des eaux pluviales localisées au droit de la zone B en direction de l'étang de Barbé avec présence de séparateurs d'hydrocarbures en amont de chaque point de rejets ;</li><li>- 1 point de rejet localisé au Sud-ouest du site en aval du bassin de rétention collectant les eaux industrielles en sortie de la station de traitement ainsi que les eaux pluviales issues de la partie Sud du site. Concernant les eaux issues des voiries, un séparateur d'hydrocarbures est présent en amont du bassin de rétention.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Points de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>

I. - Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection les 3 points de rejets localisés à l'Est du site n'ont pu être visités du fait de la présence d'une végétation trop abondante.

Le point de rejet localisé au Sud du site en aval du bassin de régulation des eaux pluviales a été visité. Ce point de rejet est facilement accessible. La présence de traces de couleur rouille au droit du rejet a été constatée.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les prélèvements sont réalisés au droit de chaque point de rejets des effluents.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il procédera au débroussaillage et à l'entretien de ces aires jusqu'aux points de rejets afin d'assurer de l'accessibilité du point de rejet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif (bon de commande) concernant le débroussaillage des aires de points de rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 59.4.5.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, validation de l'autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le cahier des charges et le choix de l'organisme seront préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Cette vérification portera sur les conditions de prélèvement, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification comportera une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de vérification dans un délai de trois mois à compter de sa finalisation par l'organisme extérieur, accompagné des propositions d'améliorations qui s'avèreraient nécessaires. Ces propositions préciseront notamment les délais et les modalités de mise en œuvre.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail en date du 17/06/2025 les deux derniers rapports de contrôle de la chaîne de mesure :

- **Rapport L.A.T.A. SAS du 01/04/2021**, qui fait état de la présence :
  - **D'écarts constatés sur la mesure du débit ;**
  - **De dysfonctionnements liés à l'échantillonnage**, notamment :

- Le pas d'asservissement ne permet pas un nombre de prélèvements toujours supérieur à 100 ;
- La vidange du seau à chaque changement de poste, avec fractionnement à chaque vidange, ne permet pas la confection d'un échantillon moyen journalier suffisamment représentatif.
- **Rapport n° 21911 de la société GES, novembre 2023**, mentionnant :
  - Une surestimation du compteur volumétrique (sur les 2h15 de mesure comparative, l'écart avec le débitmètre GES est de 9,6 %, soit supérieur à l'écart maximal autorisé de 5 %) ;
  - Le compteur d'eau n'est pas maintenu en charge en permanence ;
  - L'asservissement du préleveur automatique ne permet ni la confection d'au moins 100 échantillons unitaires par jour, ni la collecte d'un volume minimum de 5 L/j ;
  - Le tuyau d'aspiration du préleveur présente un point bas ;
  - Le bol du préleveur contient des dépôts ferreux orangés ;
  - Le canal de comptage, où sont prélevés les échantillons, contient également des dépôts ferreux orangés pouvant fausser la représentativité des mesures.

Le rapport n° 21911 de la société GES est incomplet au regard de l'article 59.4.5.3 de l'arrêté préfectoral du 15/02/2008, car il ne mentionne pas de vérification concernant la conservation, l'analyse et l'exploitation des résultats.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que :

- Le point bas sur le tuyau d'aspiration a été supprimé ;
- Le réfrigérateur destiné à maintenir les échantillons au froid ne fonctionnait pas.

L'exploitant a indiqué que la réparation du réfrigérateur est prévue pour le 25/06/2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que, conformément à l'article 59.5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15/02/2008 : « L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur, une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le cahier des charges et le choix de l'organisme seront préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. »

La dernière vérification, datée de 2023, est incomplète.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une vérification complète portant sur les conditions de prélèvement, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification devra comporter une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

Par ailleurs, il est également demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif attestant du bon état de fonctionnement du réfrigérateur permettant de maintenir les échantillons au froid.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.I en application de l'article 33 de l'arrêté du 30 juin 2006

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Programme de surveillance de ses rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**



Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail du 01/02/2019 son positionnement concernant la surveillance RSDE suite à la parution de l'arrêté ministériel du 24/08/2017.

Concernant les macropolluants et paramètres globaux ainsi que les polluants spécifiques au secteur d'activité (déjà réglementés dans l'arrêté préfectoral du 15/02/2008, excepté pour le chloroforme), l'exploitant indique le maintien des prescriptions ou la prise en compte du changement du seuil de la VLE conformément à l'arrêté ministériel du 30/06/2006, le cas échéant.

Concernant le chloroforme, l'exploitant indique ne pas être concerné par cette substance car elle n'est pas présente dans les matières premières (vérification via les FDS).

Il en est de même pour les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau : l'exploitant indique ne pas être concerné par l'analyse de ces substances car elles ne sont pas présentes dans les matières premières (vérification via les FDS).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence des polluants spécifique du secteur d'activité défini dans l'arrêté ministériel du 30/06/2006 via la réalisation d'une analyse au droit du rejet des eaux industrielles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dépassements et actions correctives

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites d'émission en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. Elles sont applicables en sortie de station de traitement des effluents de l'installation de traitement de surfaces.

Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).

I. - Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.



Les valeurs limites d'émission en concentration pour les métaux sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Le rejet est dit direct lorsqu'il s'effectue dans le milieu naturel après la station de traitement de l'installation.

Le rejet est dit raccordé lorsqu'il s'effectue dans le réseau de collecte d'une station d'épuration extérieure.

#### 1- Polluants spécifiques du secteur d'activité

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

Voir tableau de l'arrêté.

#### 2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

Voir tableau de l'arrêté.

Valeurs limites d'émission – article 59.4.4 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2008 :

##### 59.4.4. Valeurs limites de rejets

Les valeurs maximales admissibles à ne pas dépasser en flux et en concentration des effluents, en sortie de la station d'épuration de l'activité traitement de surface sont les suivantes :

Débit moyen journalier	120 m <sup>3</sup>	Autosurveillance journalière
------------------------	--------------------	------------------------------

— 1 —

Débit maximum journalier	200 m <sup>3</sup>	
Température	< 30°C	
pH compris entre	5,5 et 8,5	Autosurveillance journalière

	Concentration en mg/l	Flux En g/j	Autosurveillance
Métaux totaux (zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+Cd+Pb+Sn)	15	1800	Mensuel
Cr6+	0.1	12	
Cr3+	2	240	
Ni	2	240	Hebdomadaire
Cu	2	240	
Zn	3	360	Hebdomadaire
Fe	5	600	Hebdomadaire
Al	5	600	
Pb	0.5	60	
Sn	2	240	
CN	0.1	12	
F	10	1200	
Nitrites	5	600	Hebdomadaire
Phosphore total	5	600	Hebdomadaire
MES	30	3600	Mensuel
DCO	125	15000	Mensuel
Indice Hydrocarbures	5	600	
Molybdène	0.1	12	Mensuel
Manganèse	0.1	12	Mensuel

Les systèmes de contrôle en continu du pH déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant les rejets d'effluents non conforme aux limites de pH entraînant automatiquement l'arrêt immédiat des rejets.

### Constats :

Il a été constaté, à partir des données transmises par l'exploitant via l'outil GIDAF pour l'année 2024, de nombreux dépassements des valeurs limites d'émission (VLE), en concentration et en flux, pour les paramètres suivants :

- **Nitrites** : concentration et flux maximaux mesurés le 02/10/2024 respectivement de **38 mg/L** et **3,838 kg/j** (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
- **Fer** : concentration et flux maximaux mesurés le 23/10/2024 respectivement de **63,5 mg/L** et **2,3495 kg/j** (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
- **Manganèse** : concentration et flux maximaux mesurés le 27/02/2024 respectivement de **12,6 mg/L** et **0,9198 kg/j** (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
- **Molybdène** : concentration maximale mesurée le 24/09/2024 à **0,661 mg/L** et flux maximal mesuré le 29/08/2024 à **0,0318 kg/j** (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
- **Zinc** : concentration maximale mesurée le 23/10/2024 à **12,6 mg/L** et flux maximal mesuré le 03/09/2024 à **1,0492 kg/j** (VLE : 3 mg/L et 0,36 kg/j).

Il est également noté que les résultats de l'autosurveillance du mois de **janvier 2024** n'ont pas été transmis.

Pour l'année **2025**, les données transmises par l'exploitant, couvrant la période de janvier à mai, mettent également en évidence de nombreux dépassements des VLE, tant en concentration qu'en flux :

- **Nitrites** : concentration et flux maximaux mesurés le 19/03/2025 respectivement de **22 mg/L** et **0,99 kg/j** (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
- **Fer** : concentration et flux maximaux mesurés le 29/04/2025 respectivement de **447 mg/L** et **32,631 kg/j** (VLE : 5 mg/L et 0,6 kg/j) ;
- **Manganèse** : concentration et flux maximaux mesurés le 27/03/2025 respectivement de **20 mg/L** et **0,94 kg/j** (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
- **Molybdène** : concentration et flux maximaux mesurés le 23/05/2025 respectivement de **1,32 mg/L** et **0,062 kg/j** (VLE : 0,1 mg/L et 0,012 kg/j) ;
- **Zinc** : concentration maximale mesurée le 30/04/2025 à **20,7 mg/L** et flux maximal mesuré le 27/03/2025 à **0,6956 kg/j** (VLE : 3 mg/L et 0,36 kg/j) ;
- **Nickel** : concentration maximale mesurée le 27/03/2025 à **2 200 mg/L** (VLE : 2 mg/L et 0,24 kg/j).

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'engager sans délai des actions correctives concernant les dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) constatés. À ce titre, l'exploitant devra notamment :

- Justifier du bon dimensionnement de ses installations de traitement des effluents industriels ;
- Apporter la preuve de leur bon fonctionnement et de leur maintenance régulière ;
- Justifier de procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage et de mesures de débit, et des enregistrements démontrant leur adéquation conformément au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Transmission GIDAF

**Prescription contrôlée :**

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

**Constats :**

Les données d'autosurveillance relatives au mois de janvier 2024 n'ont pas été saisies sur GIDAF. Il est rappelé à l'exploitant que, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions, réalisée conformément aux prescriptions des arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement, doivent être transmis par voie électronique via le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, prévu à cet effet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de l'autosurveillance relatifs au mois de janvier 2024 via l'outil GIDAF, ou, à défaut, de justifier de l'impossibilité technique de fournir ces données.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : GEREP- déclaration des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Déclaration des rejets

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;

**Constats :**

<p>Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un volume rejeté à la STEP de Laval, correspondant à ses eaux usées sanitaires, égal à <b>735 m<sup>3</sup></b> ;</li> <li>• Un volume de rejet vers le milieu naturel (ruisseau Saint-Nicolas), après traitement de ses eaux industrielles, de <b>16 784 m<sup>3</sup></b>.</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis, par mail en date du 10/07/2025, le tableau de suivi des volumes hebdomadaires traités par la station interne, puis rejetés au milieu naturel. Dans ce tableau, le volume de rejet issu de la station de traitement indiqué est de <b>13 653 m<sup>3</sup></b>.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a également transmis les factures 2024 du service des eaux de Laval Agglo. Le volume d'eaux usées rejeté à la STEP est bien de <b>735 m<sup>3</sup></b>.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier l'écart entre le volume de rejet déclaré sur GEREP, égal à <b>16 784 m<sup>3</sup></b>, et celui indiqué dans son tableau de suivi des rejets issus de la station de traitement, égal à <b>13 653 m<sup>3</sup></b>.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
---

#### N° 8 : GEREP- déclaration des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déclaration des prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré un volume prélevé de 16 938 m<sup>3</sup> via l'outil GEREP.</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail en date du 10/07/2025, les factures d'eau du service des eaux de Laval Agglo concernant l'année 2024. La somme des volumes prélevés indiqué dans les factures mesnuelles est bien de 16 938 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Surveillance effet sur environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 59.4.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle sédiments
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement procède à une analyse de la teneur en chrome des sédiments et vases présents</p>

<p>dans le « Saint Nicolas » en deux points représentatifs A et B définis ci-dessous</p> <p>A : au niveau de la confluence entre l'effluent GEVELOT (eaux polluées+eaux traitées) et le Saint-Nicolas,</p> <p>B : en aval du plan d'eau GAMEX.</p> <p>Ces analyses sont réalisées tous les deux ans. Une copie des résultats devra être adressée à l'inspecteur des installations classées et aux services techniques de la ville CIC Laval.</p> <p>En fonction des résultats d'analyse, la fréquence des contrôles pourra être revue.</p> <p>Les mesures, contrôles et analyses définies au présent article seront à la charge de l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 17/06/2025 les campagnes de prélèvements de sédiments de 2017 et 2021. Les prélèvements ont été réalisés par l'exploitant. Les prélèvements sont ensuite transmis au laboratoire INOVALYS pour analyse.</p> <p>La campagne de 2017 a mis en évidence, au droit des sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Du Saint-Nicolas, une teneur en chrome III égale à 170 mg/kg MS. Cette teneur est supérieure à la valeur de référence (150 mg/kg MS selon l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement) ;</li> <li>• Sédiment de la rivière aval « GAMEX » : une teneur en chrome III égale à 70 mg/kg MS. Cette valeur est inférieure à la valeur de référence (150 mg/kg MS).</li> </ul> <p>La campagne de 2021 a mis en évidence, au droit des sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Du Saint-Nicolas, une teneur en chrome III égale à 1 957 mg/kg MS. Cette teneur est nettement supérieure à la valeur de référence (150 mg/kg MS) ;</li> <li>• De la rivière aval « GAMEX » : une teneur en chrome III égale à 393,7 mg/kg MS. Cette teneur est supérieure à la valeur de référence (150 mg/kg MS).</li> </ul> <p>Aucune autre campagne n'a été réalisée depuis 2021. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une campagne de prélèvements est prévue pour l'année 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant la transmission du bon de commande concernant la réalisation de la campagne de 2025. De plus, il est demandé à l'exploitant de justifier de la bonne réalisation des prélèvements de sédiments conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (norme <b>NF X 31-620-2</b>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Surveillance ESO

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 59.4.6.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle ESO</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi de la qualité des eaux souterraines et du niveau piézomètre au droit de la zone de stockage des huiles usagées sera réalisé deux fois par an (en période de hautes eaux et de basses</p>

eaux) dans les piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3. L'implantation de ces piézomètres figure en annexe.

Les analyses réalisées dans le cadre du suivi précisé au paragraphe précédent intégreront, au minima, les paramètres suivants pH (méthode NFT 90008) ; conductivité (méthode NF EN 27888) • concentration en hydrocarbures totaux (méthode NFT 90 114).

Les résultats des analyses prévues ci-dessus sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les bulletins d'analyses du laboratoire INOVALYS, relatifs aux deux campagnes d'analyses d'eaux souterraines réalisées au droit des trois piézomètres implantés sur le site (rapport d'analyse n° D240906080 édité le 16/09/2024 et n°D241201518 édité le 17/12/2024).

Ces rapports ne sont pas conformes à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. En effet, conformément à la norme **NF X 31-620-2**, le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines (type A210) doit comporter :

- Un rappel du contexte et des objectifs des prélèvements et des mesures ;
- Une description de l'environnement dans lequel les prélèvements d'eaux souterraines sont réalisés, compte tenu du contexte et des objectifs de ces prélèvements ;
- L'identification et la localisation précise des lieux de prélèvement d'eaux souterraines (géolocalisation, report sur plan, photographies du point de prélèvement et de son environnement, etc.) ;
- Une description factuelle et détaillée des méthodologies de prélèvement des eaux souterraines, des mesures effectuées et des analyses associées. En particulier, l'ordre dans lequel les prélèvements ont été effectués doit être justifié, de même que les modalités de nettoyage des équipements de terrain entre chaque point de prélèvement ;
- Une synthèse des problèmes, difficultés ou anomalies rencontrés, ainsi que des écarts au programme prévisionnel ;
- Les modalités de gestion des éventuelles eaux de purge (eaux de vidange des ouvrages préalablement au prélèvement des eaux souterraines) ;
- Les fiches de terrain comportant le descriptif et le repérage précis des points de prélèvement, la coupe géologique et technique de chacun des ouvrages (pour les ouvrages existants, si celle-ci est disponible), le nivellement et son positionnement de référence, le niveau statique des eaux souterraines, la profondeur de l'ouvrage prélevé, les profondeurs de prélèvement, le débit de pompage, les observations de terrain, les conditions météorologiques, les conditions de prélèvement, les éventuels incidents relevés, ainsi que les résultats des mesures de terrain, etc. ;
- Les bulletins d'analyses du laboratoire relatifs à l'ensemble des paramètres recherchés pour les eaux souterraines.

Par ailleurs, il a été indiqué par l'exploitant que le piézomètre situé en amont a été déplacé à la suite de modifications des voiries d'accès au site.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant la transmission des éléments suivants :

- Le **rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines**, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (norme **NF X 31-620-2**) ;
- Un **nouveau plan d'implantation des piézomètres** au droit du site ;
- Le **compte rendu des travaux** relatifs à la réalisation du nouveau piézomètre, ainsi que le **rapport de fin de travaux** pour les forages abandonnés, conformément à la norme **NF X 31-**

<b>614.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2023.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les deux derniers rapports de vérification périodique des installations électriques, réalisés par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport n° 100151827-001-1, de la société APAVE du 10/10/2023 avec compte-rendu Q18 ;</li> <li>• Rapport n° 1953058-003-1, de la société APAVE du 23/12/2024 avec compte-rendu Q18.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout</p>



feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

#### **Constats :**

Pour l'année 2023, le compte rendu Q18 du 10/10/2023 mentionne une vérification complète des installations électriques avec coupure totale. Le rapport de vérification n° 10051827-001-1 du 10/10/2023 indique la vérification des machines 335, 343, 357, 349, 350, filtre, 363, 364 et de leurs protections respectives.

Cependant, certains documents nécessaires à la vérification n'ont pas été transmis :

- Plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes ;
- Schémas unifilaires des installations électriques ;
- Cahier des prescriptions techniques ayant permis la réalisation des installations ;
- Carnets de câbles ;
- Notes de calcul justifiant le dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection.

Pour l'année 2024, le compte rendu Q18 du 23/12/2024 mentionne une vérification partielle des installations, ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous :

- Les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) ;
- Les locaux à risque particulier (influence externe et risque BE2).

De plus, la coupure totale des installations n'a pas été autorisée par l'exploitant. Ce compte rendu indique également que la précédente visite a été réalisée le 18/12/2023. Or, le compte rendu Q18 pour l'année 2023 transmis par l'exploitant date du 10/10/2023.

Le rapport de vérification n° 1953058-003-1 du 23/12/2024 mentionne l'incomplétude de certains documents nécessaires à la vérification : le plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes et les schémas unifilaires des installations électriques. Il est également indiqué que la déclaration CE de conformité et les notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion n'ont pas été fournies.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un contrôle complet de ses installations avec coupure générale lors du prochain contrôle électrique, ainsi que de transmettre l'ensemble des documents nécessaires. Il est également demandé à l'exploitant de transmettre, si existant, le rapport de vérification des installations électriques avec Q18 daté du 18/12/2023 comme mentionné dans le compte rendu Q18 du 23/12/2024.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 13 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66-A et 66-E
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article.</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2023.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le compte-rendu Q18 du 10/10/2023 indique que l'installation peut entraîner un risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>○</p> <p>Le Compte-rendu Q18 du 23/12/2024 indique que l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie et d'explosion.</p> <p>Il est mentionné la présence de 32 non-conformités et/ou anomalie pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 ayant déjà été signalés en 2020,</li> <li>• 5 ayant déjà été signalés en 2021,</li> <li>• 4 ayant déjà été signalés en 2022,</li> <li>• 11 ayant déjà été signalés en 2023,</li> <li>• 6 nouvelles non-conformités signalées lors du contrôle 2024.</li> </ul> <p>Suite à la visite l'exploitant à transmis par e mail du 10/07/2025, les actions correctives en cours de réalisation pour la levée des non-conformités signalées dans le Q18 du 18/12/2024. Plusieurs non-conformités restent toujours à lever.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Il est attendu de la part de l'exploitant :

- la mise en œuvre des actions correctives concernant les non-conformités et anomalies mises en évidence dans le Q18 du 23/12/2024 ;
- la transmission d'un Q18 conforme, prenant en compte les non-conformités et anomalies identifiées en 2024, en privilégiant une vérification complète avec coupure totale pour l'année 2025.

Ces points font l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès de Madame la Préfète.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 14 : AR1 – Vérification des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

**Thème(s) :** Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie

**Prescription contrôlée :**

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail, le 10/07/2025, le compte-rendu de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge, Q19 n° 2171667.01 du 09/12/2024, réalisé par l'APAVE. Ce compte-rendu indique que la liste des matériels et/ou ensembles d'appareillage déclarés ne correspond pas à l'intégralité des entités et/ou ensembles d'installations. En effet, les luminaires, prises de courant et boîtes de connexion ne figurent pas dans la liste des matériels. De plus, certaines cellules haute tension ne sont pas équipées de hublots infrarouges.

Le compte-rendu mentionne la présence de six anomalies dont :

- 1 anomalie de priorité 1 au droit de l'armoire générale - Four IPSEN FI1 (3 portes), disjoncteur général 200 A ;
- 4 anomalies de priorité 2 au droit de :
  - Armoire four revenu RI1, contacteur de gauche en bas ;
  - Armoire FI4 (3 portes), sectionneur fusible 5F1 ;
  - Armoire générale Four IPSEN FI1 (3 portes) :
    - Sectionneur de fusible 36K2 ;
    - Sectionneur de fusible 36K5 ;
- 1 anomalie de priorité 3 au droit de l'armoire IPSEN RI3, disjoncteur différentiel 2Q1.

De plus, il est indiqué dans le compte-rendu, « liste récapitulative des anomalies constatées », page 2/3, que le contacteur 36K6 de l'armoire FI5 n'a pu être contrôlé.

En conclusion, il est indiqué qu'au regard des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage, et compte tenu de leurs conditions d'utilisation et de sollicitation au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la réalisation des actions correctives mentionnées dans le compte-rendu Q19 n° 2171667.01 du 09/12/2024, conformément au degré de préconisation indiqué ;</li> <li>la transmission d'un compte-rendu Q19 conforme, mentionnant l'ensemble du matériel et/ou des appareillages de l'installation.</li> </ul> <p>Ces points font l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès de Madame la Préfète.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 15 : AR1 – État général visuel des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté au droit de l'équipement NODIER 339 la présence d'huile en bas de l'armoire électrique comme mentionnée dans le compte-rendu Q18 du 23/12/2024 .</p> <p>Par mail du 10/07/2025, l'exploitant a transmis le suivi des actions correctives suites aux non-conformités signalées dans le compte-rendu Q18 du 23/12/2024.</p> <p>Concernant l'équipement NODIER 339, il est indiqué :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- Nettoyage fait ;</li> <li>2- La mise en place d'une tôle ;</li> <li>3- Bouchon PE (AT Août) ;</li> <li>4 - Entrée huile à vérifier.</li> </ol>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Il est demandé à l'exploitant la justification de la levée de cette non-conformité suite à la prochaine vérification des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 16 : Stockage déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 65.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone de stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques. La quantité totale de déchets stockés sur site est limitée au maximum à la quantité trimestrielle moyenne produite.
<b>Constats :</b>  <u>Constats 2021 :</u> Mettre en place des bennes double fond pour le stockage des déchets, Nettoyer cette zone, Spécifier sur le plan des réseaux le cheminement des eaux pluviales de la zone et d'éventuelles égouttures, Prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter une pollution des eaux par cette zone.  <u>Constats 2025 :</u> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté, au droit de la zone de déchets, la présence d'une benne non étanche au pied de laquelle des traces noirâtres étaient visibles sur la rétention en béton. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les autres bennes présentes dans cette zone étaient étanches. Par mail du 10/07/2025, l'exploitant a transmis un échange avec le fournisseur des bennes. Ce dernier atteste que les bennes sont étanches mais qu'elles ne sont pas soumises, réglementairement parlant, à une épreuve et à un contrôle périodique, bien qu'elles soient vérifiées en interne par leurs soins. L'exploitant est en attente de réception des fiches techniques de ces bennes par le fournisseur. Il a également été constaté la mise en place d'un caniveau en amont hydraulique de la zone de stockage des déchets couverte, permettant de récupérer les eaux pluviales issues des voiries. Le plan des réseaux a été transmis par l'exploitant par mail du 17/06/2025. Ce plan fait figurer le caniveau ainsi que le séparateur d'hydrocarbures localisé en amont du rejet des eaux pluviales vers l'étang de Barbé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• remplacer la benne au pied de laquelle des traces noirâtres étaient visibles par une benne étanche ;</li><li>• transmettre les justificatifs (fiches techniques) des bennes dites étanches ;</li><li>• procéder au nettoyage de la rétention en béton recouvrant la zone.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 17 : Installation de traitement de surface

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/02/2008, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Disposition générales

**Prescription contrôlée :**

Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux, L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

**Constats :**

**Constats 2021 :**

La rétention TS13, qui protège une cuve d'acide sulfurique à 96 % ne dispose pas de déclencheur d'alarme en point bas. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel hebdomadaire était réalisé et qu'il était noté.

Non-conformité NC3 : Mettre en place un déclencheur alarme sur les rétentions qui le nécessitent.

La chaîne 06 : celle-ci est automatisée, il n'a pas été possible de voir. Confirmer auprès de l'inspection qu'un dispositif automatique est en place.

La chaîne de traitement de surface O6 est automatisée, il n'a pas été possible de constater la présence effective d'un dispositif de sécurité asservi au chauffage.

Sur les chaînes de traitement de surface 73 et 77 qui ont des bains respectivement de 4 000 et 12 000 litres, il y a un niveau visuel permettant de voir le point bas, mais pas d'automatisme d'après l'exploitant.

Non-conformité NC4 : Mettre en place les dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage sur les chaînes 73, 77 et, le cas échéant, sur la chaîne 06.

**Constat 2025 :**

Par mail du 17/06/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le suivi des demandes de la DREAL suite aux visites d'inspection :

- Il est prévu de mettre en place une alarme sur la cuve d'acide pour le 31/07/2025 (NC3).
- Le dispositif de sécurité permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage sur la ligne 06 est en place.
- Sur la ligne 73, une étude technique doit être réalisée d'ici le 30/09/2025 (bon de commande à demander).
- La ligne 77 a été démantelée.

Lors de la visite d'inspection, l'arrêt de la ligne 77 a été confirmé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- Fournir le bon de commande ainsi que la facture concernant la mise en place de l'alarme sur la cuve d'acide.
- Fournir le justificatif relatif à la détection et à l'asservissement de l'arrêt du chauffage sur la ligne 06.
- Fournir le bon de commande de l'étude technique concernant la ligne 73,
- Notifier les modifications apportées aux installations (Article R. 181-46 du code de l'environnement).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois